

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 10/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MEAC

91 rue d'Acqueville
78670 Villennes-Sur-Seine

Références : UD34/H3/MT/2026-052
Code AIOT : 0006600943

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement MEAC implanté lieux-dits Combelongue, Roqueronde 34600 Carlencas-et-Levas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEAC
- lieux-dits Combelongue, Roqueronde 34600 Carlencas-et-Levas
- Code AIOT : 0006600943
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de sables dolomitiques et de dolomies par la société MEAC est autorisée par arrêté préfectoral du 15 novembre 2012. Les matériaux extraits sont acheminés vers les installations voisines de la carrière Nexstone où elles sont traitées.

Un chef de carrière unique assure l'exploitation des deux sites d'extraction, qui fonctionnent en alternance.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phasage d'exploitation et de remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.3.3 et 6.3.8	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.5.3	Sans objet
3	Mesures de bruits	Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.5.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas conduit à relever de non-conformités sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation et de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.3.3 et 6.3.8
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation et de remise en état
Prescription contrôlée : <u>Article 6.3.3 : extraction</u> L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux schémas d'exploitation annexés au dossier de demande d'autorisation. <u>Article 6.3.8 : remise en état</u> L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la présente demande et aux annexes jointes au présent arrêté. Les travaux de remise en état du site consisteront en une réinsertion paysagère du site avec les terrains alentours. Ils seront menés de façon coordonnée avec l'exploitation.
Constats : Le plan d'exploitation, daté du 19 novembre 2025, fait apparaître que deux zones ont été remises en état, comme demandé par la DREAL consécutivement à la visite d'inspection du 9 mars 2023. Un document présentant ces opérations, réalisées en interne par la société, a été présenté. La conduite de l'exploitation par rapport au phasage prévu n'appelle pas d'observation. Au vu du plan topographique, la cote d'exploitation se trouve à 303 m NGF, ce qui est conforme à la cote minimale fixée à 290 m NGF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Un dispositif de contrôle de la qualité des eaux souterraines est mis en place sur le site de la carrière. L'implantation du piézomètre permet un suivi analytique de la qualité des eaux dont les mesures seront effectuées selon une périodicité annuelle.

Constats :

Un piézomètre est présent au Sud-Ouest du site, et fait l'objet d'un suivi analytique périodique, dont le dernier a été réalisé en février 2025 par l'APAVE.
Les résultats des analyses ne révèlent pas de résultat de nature à identifier un impact potentiel de dégradation de la qualité des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2012, article 6.5.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruits
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser, à ses frais, des mesures des niveaux d'émission sonore de son établissement par un organisme ou une personne qualifié et indépendant. Ces mesures se font au moins dans les zones à émergence réglementées les plus proches. Ces mesures sont renouvelées tous les trois ans.

L'acquisition des données à chaque emplacement de mesure se fait conformément à la méthodologie définie dans l'annexe technique de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les conditions de mesurages doivent être représentatives du fonctionnement des installations. La durée de mesurage ne peut être inférieure à la demi heure pour chaque point de mesure et chaque période de référence.

Constats :

Les dernières mesures de bruits ont été réalisées en juillet 2024 par l'APAVE.
Le rapport permet d'établir que les résultats sont conformes aux valeurs réglementaires en limite de propriété et en zone à émergence réglementée.

Type de suites proposées : Sans suite
